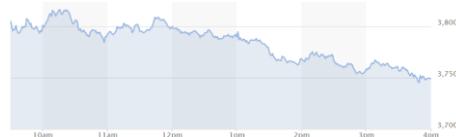


Le jour de l'inflation !

- S&P 500 : 3 749 (- 2,1%) / VIX : 26,09 (+ 2,2%)
- Dow Jones : 32 514 (- 2,0%) / Nasdaq : 10 353 (- 2,5%)
- Nikkei : 27 446 (- 1,0%) / Hang Seng : 16 062 (- 1,8%) / Asia Dow : - 1,2%
- Pétrole (WTI) : 85,63 \$ (- 0,2%)
- 10 ans US : 4,090% / €/€ : 1,0034 \$ / S&P F : + 0,2%

(À 7h25 heure de Paris, Source : Marketwatch)

Indice S&P 500



(Source : Marketwatch)

Etats-Unis

Les incertitudes sur les résultats des élections aux Etats-Unis, et l'absence de « vague Républicaine », ont pesé sur l'orientation de Wall Street. L'indice S&P 500 a débuté la séance en baisse, autour des 3 800 points (- 1%), mais à la mi-journée, sur la confirmation que le suspens va perdurer au niveau des résultats au Sénat, l'indice a décroché et tombe sur les 3 750, en recul de plus de 2%. Il clôture à 3 749 (- 80 points), en baisse de 2,1%. Le Dow Jones perd aussi 2,0% à 32 514 (- 647 points) et le Nasdaq recule de 2,5% à 10 353 (- 263 points). Le VIX est en hausse de 2,2% à 26,09. Au-delà de ces élections américaines, les investisseurs ont aussi réagi à des publications de résultats décevants (comme Disney en chute de 13,1% entraînant Netflix, - 3,3%, ou Roku, - 6,0%) et à la débâcle des cryptomonnaies (- 10% sur le Bitcoin) et sûrement à quelques prises de bénéfices avant la publication de l'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis. Les actions de la plateforme d'échanges, Coinbase, ont perdu 9,5% et Robinhood a lâché 13,8% après déjà un plongeon de 19% la veille. L'ensemble des onze secteurs du S&P 500 ont clôturé dans le rouge, avec en tête l'énergie (- 4,9%) alors que les cours du brut se sont nettement repliés, suivi par le secteur des dépenses de consommation discrétionnaires (- 3,1%), les technologies de l'information (- 2,7%) et les services de communication (-1,9%), malgré la hausse de l'action Meta.

Meta Platforms (+ 5,2%), la maison mère de Facebook, a annoncé la suppression de 11 000 emplois, soit environ 13% de ses effectifs : le patron du groupe, Mark Zuckerberg, dans un message adressé aux salariés indique « j'ai décidé de réduire la taille de notre équipe d'environ 13% et de me séparer de 11 000 de nos employés talentueux ». C'est le premier plan social de l'histoire du groupe. Meta, qui comptait quelque 87 000 employés dans le Monde à la fin septembre, a fait état de performances financières décevantes au troisième trimestre avec un net recul de son chiffre d'affaires et de ses profits, et une stagnation de son nombre d'utilisateurs. Meta ne précise pas dans l'immédiat la répartition géographique des suppressions d'emplois. Les employés licenciés aux Etats-Unis recevront 16 semaines de salaire de base et deux semaines supplémentaires de salaire pour chaque année de service. L'entreprise couvrira leur assurance santé pendant 6 mois. La semaine dernière, deux sociétés de la Silicon Valley, Stripe et Lyft, ont ainsi fait part de licenciements de grande ampleur tandis qu'Amazon a gelé les embauches dans ses bureaux. Twitter, fraîchement racheté par Elon Musk, vient pour sa part de congédier environ la moitié de ses 7 500 salariés.

Elon Musk, a cédé pour près de 4 Mds \$ de titres de Tesla (- 7,2%) entre vendredi et mardi. Les trois opérations concernent, au total, plus de 19 millions d'actions, soit un peu plus de 4% du nombre total de titres possédés par Elon Musk, et 0,6% du nombre total d'actions en circulation. Ce n'est pas la première opération

du genre qu'effectue le patron de Tesla en vue de son rachat de Twitter puisqu'il a déjà cédé pour 15,5 Mds \$ d'actions. Le rachat de Twitter se fait en numéraire à hauteur de 27 Mds \$ et une bonne part du solde est financée par des prêts adossés à Twitter qui en assurera la charge financière et le remboursement.

Walt Disney (- 13,2%) a publié un bénéfice inférieur aux attentes, le géant américain du divertissement ayant enregistré des pertes de 1,5 Mds \$, avec le développement de sa plate-forme de *streaming* Disney+. Occidental Petroleum (- 9,2%) a vu son bénéfice quadrupler au troisième trimestre par rapport à l'an dernier, mais reculer par rapport à la période avril-juin. Son bénéfice net est de 2,5 Mds \$, ou 2,52 \$ par action contre 3,6 Mds \$ (3,47 \$), un an plus tôt. Son bénéfice ajusté est de 2,44 \$ contre 2,46 \$ pour le consensus. Capri (- 4,4%), propriétaire des marques Michael Kors et Versace, a abaissé ses prévisions de ventes et de bénéfice pour les trois derniers mois de l'année à cause de la lenteur de la reprise de la demande en Chine et des incertitudes concernant l'économie mondiale. Ses ventes sont de 1,41 Md \$ (+ 8,6%). A taux de change constants, le chiffre d'affaires total a augmenté de 17,5%. Son bénéfice net s'est élevé à 224 millions \$, ou 1,63 \$ par action, contre 200 millions \$ (1,30 \$) l'année précédente. DR Horton (+ 2,9%), le groupe de construction, a fait état d'un bénéfice et d'un chiffre d'affaires trimestriels moins bons que prévu en raison d'une baisse de la demande de logements liée à la remontée des taux des crédits immobiliers. News Corp (- 5,4%) a fait état mardi d'un chiffre d'affaires et d'un bénéfice trimestriels inférieurs aux attentes malgré une augmentation des revenus publicitaires et des abonnements. AMC Entertainment (- 7,7%), la chaîne de salles de cinéma, a creusé ses pertes au troisième trimestre en raison d'une baisse de la fréquentation. L'exploitant américain de salles de cinéma, a dévoilé une hausse de 27% de son chiffre d'affaires trimestriel qui ressort à 968,4 millions \$. En revanche, la perte nette de la société s'est légèrement creusée pour atteindre 226,9 millions \$, soit 22 cents par action. « Nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge », a déclaré le PDG Adam Aron, « bien que le box-office soit indéniablement en hausse, il n'atteint toujours pas les niveaux pré-pandémiques ».

Citigroup (- 1,7%) a annoncé le rachat de la licence de Deutsche Bank au Mexique afin d'y poursuivre ses activités de banque d'affaires et d'investissement après la vente prévue de sa banque de détail dans le pays. Novavax (- 5,2%) a revu en baisse son objectif annuel de chiffre d'affaires pour la deuxième fois en trois mois, invoquant la surabondance de l'offre mondiale de vaccins contre le COVID-19, conjuguée à la baisse de demande. La Commission européenne annonce avoir conclu un amendement à l'accord d'achat avec BioNTech-Pfizer pour aider les États membres à mieux gérer leurs besoins en vaccins. L'amendement garantit la possibilité, à la demande d'un État membre, de livrer des doses de vaccin à une installation de stockage centrale désignée au lieu de les lui livrer directement.

Apple (- 3,3%) et Amazon.com (- 4,3%) Inc ont été accusés, dans le cadre d'un procès antitrust, d'avoir conspiré pour faire grimper les prix des iPhone et des iPad en supprimant presque tous les autres revendeurs de nouveaux produits Apple du site web d'Amazon. Le recours collectif proposé au tribunal fédéral de Seattle s'opposait à un accord entré en vigueur en janvier 2019, en vertu duquel Apple accordait à Amazon des remises allant jusqu'à 10 % sur ses produits, en échange de quoi Amazon ne laissait que sept des 600 revendeurs rester sur sa plateforme. Cela a transformé Amazon en revendeur dominant de nouveaux iPhones et iPads sur son site web, selon la plainte, alors qu'il ne proposait auparavant qu'un nombre limité de produits Apple ainsi que des contrefaçons. Les prix ont augmenté de plus de 10 %, tandis qu'Apple a stabilisé les prix qu'elle pratiquait dans les magasins de détail. L'action en justice de mercredi couvre les résidents américains qui ont acheté de nouveaux iPhones et iPads sur Amazon

depuis janvier 2019. Elle demande des dommages triples non spécifiés, une restitution et la fin du prétendu « boycott de groupe » des sociétés.

Asie

En l'absence de résultats définitifs des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, la prudence domine sur les marchés boursiers asiatiques, ce matin, en attendant le rapport sur l'inflation aux Etats-Unis, tandis que les investisseurs s'inquiètent de l'effondrement des crypto-monnaies. De plus, la Chine est à nouveau aux prises avec une vague de Covid, la métropole méridionale de Guangzhou ayant signalé des milliers de cas. Le fournisseur d'Apple Inc, Foxconn, prévoit de mettre à jour ses perspectives pour le quatrième trimestre aujourd'hui, après que des mesures strictes de contrôle du COVID soient restées en place dans sa principale usine en Chine, malgré la levée d'un confinement. Le Nikkei japonais perd 1,0% tandis que le Hang Seng recule de 1,8% et Shanghai de 0,1%. Le rouge domine dans le reste de l'Asie, avec - 0,7% pour le Kospi ou - 0,5% pour le S&P/ASX 200.

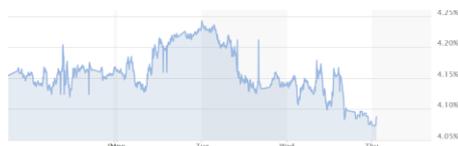
Sur la bourse japonaise, les résultats des constructeurs automobiles sont mitigés. L'action Honda est en baisse de - 5,2% malgré son annonce de prévisions annuelles relevées, principalement grâce au yen faible et à ses ventes solides de deux-roues en Asie. Les investisseurs demeurent inquiets au sujet de sa production de voitures, perturbée par les pénuries de pièces. Par contre, Nissan est en hausse de 0,5%. Le groupe a relevé ses prévisions grâce à des effets de changes positifs, tout en intégrant une charge exceptionnelle d'environ 100 milliards de yens liée à son retrait du marché russe. Il s'est par ailleurs montré circonspect dans ses commentaires sur ses intenses négociations avec Renault concernant la refonte de leur alliance.

Change €/€



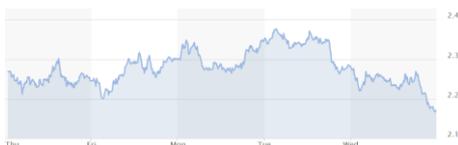
(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (US)



(Source : Marketwatch)

Taux 10 ans (Allemagne)



(Source : Marketwatch)

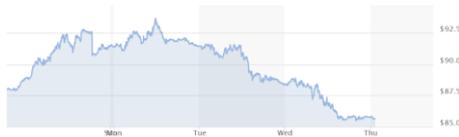
Changes et Taux

Sur le marché obligataire, les investisseurs sont restés indifférents aux incertitudes sur les résultats des élections américaines. Les taux longs américains sont restés quasiment sans le moindre changement, à 4,125% (avec un plus haut à 4,17%, mais qui n'a pas persisté). Les taux à 1 an se rapprochent des 4,80% et les anticipations d'un taux *Fed Fund* terminal autour de 5,25% s'installent. Les taux longs se sont nettement détendus en Europe. Les OAT françaises les Bunds allemands ont effacé 10 pb, à respectivement 2,690% et 2,178%. Les BTP italiens se sont détendus de 11,5 pb à 4,275%. Par contre, pas d'embellie en revanche Outre-Manche. Les *Gilts* se dégradent encore de 3 pb à 3,475%, après un plus haut à 3,5880% : la confiance dans la capacité de Rishi Sunak à rétablir les finances britanniques dans un contexte de récession en 2023/2024 demeure fragile.

Sur le marché des changes, le dollar s'offre un rebond, profitant de son statut de « devise refuge » après des élections de mi-mandat aux Etats-Unis et avant la publication de l'inflation américaine, tandis que le bitcoin poursuivait son plongeon. A la clôture de Wall Street, le billet vert progressait de 0,6% face à l'euro à 1,0009 \$ pour un euro et 1,7% face à la livre britannique, à 1,1353 \$. Le billet vert profitait notamment d'une hausse de la perception du risque géopolitique alors que le Kremlin a affirmé que les relations allaient rester mauvaises avec Washington. De plus, le pessimisme du géant britannique du BTP, Taylor Wimpey, dans ses résultats a ajouté aux inquiétudes sur l'activité économique au Royaume-Uni, et donc sur la livre britannique. Depuis vendredi dernier, le billet vert restait en repli face à l'euro, justifiant aussi un « rebond technique » du dollar. Mais l'attention des cambistes se déplace désormais sur l'inflation aux Etats-Unis... Du côté des cryptomonnaies, le bitcoin baissait de

10,2% à 16 789, un nouveau plus bas depuis novembre 2020. Les déboires de la plateforme FTX se poursuivent. Le directeur général de la plate-forme d'échange de crypto-actifs FTX, Sam Bankman-Fried, a dit à ses employés étudier toutes les options qui s'offraient à lui après l'échec mercredi d'un accord de rachat des activités de FTX hors des Etats-Unis (FTX.com) par son rival Binance. L'accord annoncé mardi visait à aider FTX à faire face à une « crise de liquidités ». Mais, les autorités de régulation américaines examinent les activités de FTX.com, notamment la gestion des fonds de ses clients, ainsi que ses activités de prêt de crypto-monnaies ce qui a dissuadé Bifinance de racheter son concurrent.

Pétrole (WTI)



(Source : Marketwatch)

Pétrole

Les prix du pétrole ont nettement reculé sur la séance d'hier, pénalisé par des statistiques sur les stocks commerciaux américains de brut qui montrent une accumulation, conjuguées aux attentes déçues d'assouplissement des restrictions liées au Covid en Chine. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier 2023, s'est replié de 2,8% à 92,65 \$. Le WTI américain, pour livraison en décembre, a perdu 3,5% à 85,83 \$. Les cours du brut ont fléchi après que l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a annoncé que les réserves hebdomadaires américaines de brut commercial avaient fortement augmenté. Durant la semaine achevée le 4 novembre, ces stocks commerciaux de brut ont progressé de 3,9 millions de barils (vs + 250 000 barils attendu). Cela s'explique notamment par une hausse de la production domestique à 12,1 millions de barils par jour (+ 200 000 barils par jour) et par une réduction des exportations (- 404 000 barils par jour). De leur côté, les stocks de produits distillés -incluant le fioul domestique- sont en recul (- 500 000 barils) tandis que les stocks d'essence reculent un peu plus franchement (- 900 000 barils), par rapport à la semaine précédente. L'EIA indique enfin que les raffineries ont fonctionné à 92,1% de leur capacité opérationnelle au cours de cette même semaine, avec une production moyenne de 9,8 millions de barils/jour.

Au sommaire du « 24h »

Les news « Market Mover » :

- Les résultats des élections de mi-mandat sont décevants pour les Républicains, et particulièrement pour M. Trump. Le suspense devrait continuer pour le Sénat jusqu'au 9 décembre, date du second tour dans l'Etat de Géorgie.
- M. Biden envisage de se représenter en 2024.

Actualité :

- Banque centrale : La BCE met la pression pour que les banques européennes augmentent leurs fonds propres et limitent leur distribution à leurs actionnaires.
- Russie/Ukraine : La Russie renonce à Kherson, 100 000 morts ou blessés dans les deux camps selon un général Américain, aide de 18 Mds € pour 2023 à l'Ukraine de l'Union Européenne. Le président russe Vladimir Poutine ne se rendra pas au sommet du G20 à Bali la semaine prochaine.
- La Commission Européenne a proposé une modernisation de ses règles budgétaires qui permettrait de mieux adapter l'évolution des dépenses des Etats membres selon leur niveau d'endettement, tout en prévoyant un système de sanctions plus crédible. Les pays s'engageant dans ces réformes et investissements pourraient obtenir un allongement de trois années supplémentaires pour leur trajectoire d'ajustement, soit sept ans au total pour revenir dans les clous. L'exécutif européen se concentrerait sur un seul indicateur, l'évolution du niveau des dépenses publiques.

- L'Union Européenne envisage d'étendre certaines des règles strictes appliquées aux banques aux entreprises du secteur des matières premières.
- Le Premier ministre britannique Rishi Sunak va recevoir son homologue irlandais Micheal Martin, aujourd'hui, avec la volonté d'ouvrir des discussions pour mettre fin aux différends commerciaux post-Brexit sur l'Irlande du Nord.
- La municipalité de Canton dans le sud de la Chine a lancé mercredi une nouvelle campagne de dépistage massive du coronavirus, alors que les cas de contamination atteignent des records.

Indicateurs Economiques :

- Enquête de la BCE auprès des ménages européens: Les anticipations d'inflation des consommateurs dans la zone euro ont encore été revues à la hausse en septembre, alors que celles sur la croissance du PIB et des revenus des ménages ont nettement diminué.
- L'économie française pourrait connaître une « très légère » croissance au quatrième trimestre selon les prévisions de la Banque de France. Les entreprises évoquent une nouvelle diminution des difficultés d'approvisionnement dans l'industrie, une atténuation des difficultés de recrutement ou encore un ralentissement de la hausse des prix des produits finis. L'enquête de la BdF fait aussi ressortir une dégradation de la situation de trésorerie des entreprises dans l'industrie.

Aujourd'hui : les indicateurs à regarder...

Etats-Unis :

Prix à la consommation et salaires réels (Octobre) / Indice *Trimmed* de la *Fed* de Cleveland (Octobre)
Nouvelles inscriptions au chômage
Budget fédéral (Octobre)

Tendance : -



en collaboration avec



Ecouter directement le Morning Audio sur le site internet d'Aurel

BGC : <https://www.aurel-bgc.com/fr/morning-audio/451585>

Ce document peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2022, Tous droits réservés.